

## Humeur

## 28 milliards d'euros, c'est grand comment ?

PIERRE OZER, MARC SALMON, YANNICK THEUNISSEN

J'ouvre mon quotidien. Fortis : 28 milliards d'euros de pertes en 2008. Ma fille de sept ans qui commence à lire et pose sans cesse des questions sur tout me lance : « Dis-moi, papa : 28 milliards d'euros, c'est grand comment ? ». Grande question... Je réfléchis et tente de trouver une parade parlante pour un enfant qui, in fine, se pose les mêmes questions que les grandes personnes. J'ouvre mon porte-monnaie, gratte un peu la mitraille et extirpe quelques pièces de 1 euro. Je les aligne. Quatre pièces font 10 centimètres. Je les pèse. Treize pièces font 100 grammes. Je les empile. Dix pièces occupent un volume de 10 cm<sup>3</sup>. Alors, je tente de répondre à sa question : combien ferait 28 milliards de pièces de 1 euro... Le calcul final est simple. Alignées, elles couvriraient une distance de 651 000 kilomètres, soit de quoi encercler seize fois la Terre. Pesées, la masse finale serait de 210 000 tonnes de métal, soit 29 fois le poids de la Tour Eiffel. Empilées, le volume serait de l'ordre de 28 000 m<sup>3</sup>, soit de quoi remplir intégralement les neuf boules de l'Atomium... Toutes ces comparaisons sont tellement gigantesques que j'en reste tétanisé. Mais un enfant de sept ans a



encore la faculté de rêver. Elle conclut : « Les neuf boules de l'Atomium... Oh, c'est une immense tirelire ! Et si tous les habitants de la planète devaient se mettre ensemble pour la remplir, combien cela ferait-il ? ». Là, je respire, la question est plus facile : nous sommes près de 7 milliards sur Terre, donc, 28 divisé par 7... « 4 euros ». Bien. « 4 euros, c'est pas trop ! Tout le monde pourrait mettre 4 euros dans la grande tirelire... » Oui et... non, car pour une personne sur sept, 4 euros, cela représente la nourriture pour une semaine... et il faut bien manger... ou mourir... « Alors les Belges, eux, ils peuvent la remplir. » Oui mais nous ne sommes

que 10 millions, et donc cela fait plus d'argent pour chacun à glisser dans la tirelire : de l'ordre de 2 800 euros par personne. « Et avec 2 800 euros, on peut faire quoi ? ». Beaucoup de choses. Par exemple, on pourrait offrir à tous les Belges un pain quotidien durant une année, un abonnement au Standard de Liège pour la saison à venir, un week-end complet à Spa-Francorchamps (en tribune Gold) pour admirer les bolides de Formule 1, un casier de pills hebdomadaire, et deux semaines de détente « all inclusive »

à Phuket (Thaïlande) dans un hôtel 5 étoiles, billet d'avion compris. Et malgré toutes ces dépenses, il resterait une dringuelle suffisante pour éponger intégralement la dette extérieure du Niger et du Rwanda... Bref, panem et circenses avec une pointe d'équitable... « Panem et quoi, papa ? » Du pain et des jeux pour tous... Un jour, je t'expliquerai Rome et sa décadence... Allez, file à l'école... « Une dernière chose, papa. Ces 28 milliards, c'est de l'argent perdu ! » Oui « Et alors, ils vont devoir rembourser ! » Euh, Oui. « Et comment ils vont faire ? »... Cours vite à l'école, tu vas finir par être en retard... « Tu m'expliqueras ! Promis ? »

## Crise

## Trop de lenteur dans les réformes



Joseph E. Stiglitz

Prix Nobel d'économie (2001)  
Professeur d'économie  
Université de Columbia



Les plans de relance nationaux ne suffiront pas, il faut un plan mondial, implore Joseph Stiglitz, plaidant surtout en faveur des pays en voie de développement.

Cette année sera sans doute la pire qu'aura connue l'économie depuis la Seconde Guerre mondiale : la Banque mondiale prévoit un déclin atteignant 2 %. Même les pays en développement qui ont tout bien fait comme il faut — et dont les politiques macroéconomiques et réglementaires étaient bien meilleures que celles des Etats-Unis — en ressentent l'impact. Conséquence d'une chute abrupte de ses exportations, la croissance de la Chine va probablement continuer, mais à un rythme bien plus lent que les 11-12 % de croissance annuelle de ces dernières années. Si rien n'est fait, la crise va jeter rien moins que 200 millions de personnes de plus dans la pauvreté. Cette crise mondiale demande une réponse mondiale, mais, hélas, la responsabilité de chaque réaction relève de la sphère nationale. Chaque pays essaiera de concevoir son propre plan de relance afin qu'il ait un impact maximum sur ses citoyens — et non un impact mondial.

## CHACUN POUR SOI

En évaluant la taille de leurs plans de relance, les pays vont équilibrer les coûts pour leurs propres budgets et les bénéfices en termes d'augmentation de la croissance et de l'emploi pour leurs propres économies. Étant donné qu'une partie des avantages (la plus grande partie pour les petites économies ouvertes) reviendra à d'autres, les plans de relance sont susceptibles d'être plus modestes et moins bien conçus, et c'est la raison pour laquelle un plan de relance coordonné

à un niveau mondial est nécessaire. C'est l'un des importants messages transmis par une Commission d'experts des Nations unies sur la crise économique mondiale, que je préside et qui a récemment soumis son rapport préliminaire à l'Onu. Le rapport soutient la plupart des initiatives du G20, tout en prônant des mesures plus fortes dirigées vers les pays en développement. Par exemple, s'il est généralement admis que presque tous les pays doivent entreprendre des mesures de relance (nous sommes tous des keynésiens désormais), de nombreux pays en développement n'ont pas les ressources suffisantes pour le faire. C'est pareil pour les institutions de prêt internationales.

Si nous voulons pourtant éviter de nous retrouver dans une nouvelle crise de la dette, une partie de l'argent, peut-être la plus grande partie d'ailleurs, devra être octroyée sous forme d'aide non remboursable. Et, dans le passé, l'aide était accompagnée de nombreuses « conditions », dont certaines ont impliqué la mise en application de politiques monétaires et fiscales contradictoires — tout à fait l'inverse de ce dont nous avons besoin aujourd'hui — et imposé une déréglementation financière, qui est une des principales causes de la crise.

Dans de nombreuses parties du monde, pour des raisons évidentes, le Fonds monétaire international est fortement stigmatisé. Et l'insatisfaction ne vient pas seulement des emprunteurs, mais aussi des fournisseurs de fonds potentiels. Les sources de fonds en liquide se trouvent aujourd'hui en Asie et au Moyen-Orient, mais pourquoi ces pays donneraient-ils de l'argent à des organisations dans lesquelles ils n'ont qu'une voix limitée et qui ont souvent incité à la mise en application de politiques en contradiction avec

leurs valeurs et leurs convictions ? Beaucoup des réformes de gouvernance proposées pour le FMI et la Banque mondiale — touchant évidemment, et avant tout, la façon de choisir leurs dirigeants — semblent enfin être sur la table. Mais le processus de réforme est lent, et la crise n'attendra pas. Il est donc impératif que l'aide soit fournie par une variété de canaux, en plus, ou à la place du FMI, notamment par des institutions régionales. De nouvelles facilités de crédit pourraient être créées, pourvu de structures de gouvernance plus appropriées au XXI<sup>e</sup> siècle. Si cela pouvait être fait rapidement (et je pense que c'est possible), de tels systèmes pourraient constituer un moyen important de distribution des fonds.

## MESURES DESTRUCTRICES

Au cours de leur sommet de novembre 2008, les dirigeants du G20 ont fermement condamné le protectionnisme et se sont engagés à ne pas s'y fourvoyer. Malheureusement, une étude de la Banque mondiale note que 17 pays sur les 20 ont en réalité mis en place de nouvelles mesures protectionnistes, notam-

pas reçu de subvention sont injustement avantagées. Elles peuvent prendre des risques que les autres ne peuvent se permettre, sachant qu'en cas d'échec, elles seront peut-être renflouées. Si l'on peut comprendre les impératifs politiques domestiques qui ont mené aux subventions et aux garanties, les pays développés se doivent d'en reconnaître les conséquences mondiales, et fournir une aide compensatoire aux pays en développement.

L'une des initiatives à moyen terme les plus importantes recommandées par la Commission de l'Onu est la création d'un conseil mondial de coordination des politiques économiques, qui ne se contenterait pas de coordonner la politique économique mais évaluerait aussi les problèmes imminents et les disparités institutionnelles.

À mesure que la crise va s'aggraver, il est possible que de nombreux pays soient, par exemple, confrontés à la faillite. Mais nous ne disposons toujours pas du cadre approprié pour gérer ce genre de problème.

En outre, le système du dollar américain comme monnaie de réserve (colonne vertébrale du système financier actuel) part en lambeaux. La Chine a exprimé ses inquiétudes, et le directeur de sa banque centrale

s'est joint à la Commission de l'Onu pour appeler à un nouveau système mondial de réserve.

La Commission de l'Onu estime que résoudre ce vieux problème — soulevé il y a plus de 75 ans par Keynes — est essentiel si nous voulons un rétablissement robuste et stable. Ce genre de réformes ne se produira pas du jour au lendemain. Mais elles ne se produiront jamais si on ne commence pas tout de suite à y travailler. ◇

Copyright : Project Syndicate, 2009.  
Traduit de l'anglais par Bérengère Viennot.  
www.project-syndicate.org

## L'Echo

Adresse Medialin Avenue du Port 86c Boîte 309 1000 Bruxelles - Tél.: 02/423 16 11 (Les jours ouvrables de 8h30 à 18h)

Abonnements et distribution abo@lecho.be - Tél.: 0800/55.050 - Fax: 02/423 16 35

Numéro de compte Medialin s.a. 412-7058051-21

Publicité Trustmedia Tél.: 02/422 05 11 Fax: 02/422 05 10

Rédaction Tél.: 02/423 16 11 - Fax: 02/423 16 77

TVA 0404.800.301

mediafin

L'Echo est une publication de Mediafin

Directeur Général	Directeur des rédactions	Directeur Opérationnel	Directeur financier
Dirk Velghe	Frederik Delaplace	Geert Wellens	Arnaud Delmarcelle
<b>Rédactrice en chef</b> Martine Maelschalck	Isabelle Dykmans, Vincent Georis, Sarah Godard, Sébastien Procureur	<b>Economie &amp; Politique</b> (economie@lecho.be) Nathalie Bamps (éditrice), Jean-Paul Bombaerts, Christophe De Caevel, Stéphanie Dechamps, Caroline Geuzaine, Olivier Gosset, Gérard Guillaume, Jean-Michel Lallieu, Catherine Mommaerts, Alain Narinx, Frédéric Rohart	Jennifer Nille, Serge Quoidbach
<b>Rédacteurs en chef adjoints</b> Marc Lambrechts, Nicolas Ghislain	<b>Entreprises &amp; Business</b> (entreprises@lecho.be) Michel Lauwers (éditeur), Françoise Antoine, Jean-Pierre Coppens, Arnaud De Handschutter, Nicolas Keszei, Jean-Yves Klein, Fabian Lacasse, François-Xavier Lefèvre, Dominique Liesse, Jean-François Sacré, Krystèle Tachdjian, Luc Van Driessche	<b>Focus &amp; Dossier Pro</b> Didier Béclard (éditeur) <b>Débats &amp; Opinions</b> debats@lecho.be Sophie Leroy (éditrice) <b>L'Echo week-end</b> Luc Dechamps (éditeur) Cécile Berthaud	Lay-out Christine Dubois, Valérie Gay, Guy Gillain, André Heerinx, Bernard Longfils, Stéphane Nobels, Raphaël Toussaint
<b>News managers</b> Laurent Fabri, Denis Laloy, Serge Vandaele, Stéphane Wulle (Internet)	<b>Marchés &amp; Placements</b> (finances@lecho.be) Luc Charlier (éditeur), Marc Collet, Carine Mathieu,	<b>Documentation</b> Secrétariat de rédaction (p.degouy@lecho.be) Philippe Degouy Tél 02/423 17 66	<b>Mon Argent</b> François Mathieu (éditeur), Muriel Michel, Roxana Sedevic, Caroline Sury
<b>Central News Desk</b> cnd@mediafin.be Anne-Sophie Bailly, Amandine Cloot, David Collin,		<b>Photo</b> Nima Ferdowsi, Peter Janssen,	<b>Sabato</b> Gerda Ackaert, Luc Dechamps
			<b>Cotations</b> vwdgroup

Ce journal est protégé par le droit d'auteur. Si vous souhaitez copier un article, une photo, une infographie, ... en de nombreux exemplaires, les utiliser commercialement, les scanner, les stocker et/ou les diffuser électroniquement, veuillez contacter Copiepresse au 02/558.97.80 ou via info@copiepresse.be Plus d'infos : www.copiepresse.be

## BNP PARIBAS

Obligations sur 5 ans en euro  
Taux d'intérêt fixe de 4,05% brut  
Offre au public en Belgique

<b>Emetteur</b>	BNP Paribas
<b>Montant total de souscription</b>	minimum EUR 50.000.000
<b>Remboursement</b>	100% le 28 avril 2014
<b>Cotation</b>	Bourse de Luxembourg, à partir du 28 avril 2009 (date d'émission)
<b>Titres</b>	- Coupure: EUR 1.000 - Titres au porteur scripturalisés de droit anglais
<b>Période de souscription</b>	Du 14 au 23 avril 2009 auprès de Fortis Banque
<b>Prospectus</b>	Le Prospectus de Base daté du 30 mai 2008, ses suppléments ainsi que les Conditions Définitives du 14 avril 2009 peuvent être obtenus aux guichets de toute agence Fortis Banque, sur <a href="http://www.fortisbanking.be/emissions">www.fortisbanking.be/emissions</a> (cliquez ensuite sur "émissions en cours") ou sur simple appel au 02 433 40 32 (tapez 2, puis 1). Les investisseurs sont invités à lire attentivement le Prospectus de Base, ses suppléments et les Conditions Définitives, et en particulier la rubrique "Facteurs de risque".

Bookrunners/  
Joint Lead Managers

BNP PARIBAS  
CORPORATE & INVESTMENT BANKING

FORTIS BANQUE

E.R.: G. Eekhoudt, Fortis Banque  
Montagne du Parc, 3 - 1000 Bruxelles

14 avril 2009

## Écrivez-nous

Vous souhaitez réagir ? Un sujet d'actualité vous interpelle ? N'hésitez pas à nous faire part de votre opinion. Envoyez-nous vos textes (5 000 signes maximum) par courrier électronique à l'adresse : [debats@lecho.be](mailto:debats@lecho.be)